N° 95 - Décembre 2019
Prix au n° : 0,60 €

pour ILLE-ET-VILAINE

l'Education, l'Enseignement, la Recherche, la Culture, la Formation, l'Insertion en

Bulletin Trimestriel de la section départementale de la F.S.U.
14, rue Papu, 35000 RENNES - Tél./Fax 02 99 63 94 50 - E-mail : fsu35@fsu.fr

ÉDITO

Le 9e congrès national de la FSU s'ouvre aujourd'hui à Clermont-Ferrand. C'est un temps fort de démocratisation, d'échanges, de confrontation au sein de la fédération afin de dégager l'orientation qu'elle doit prendre durant la prochaine mandature de 3 ans. Les défis ne manquent pas en ce mois de décembre pour notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale.

Le projet de loi Delevoye réformant les retraites et pensions est au cœur des préoccupations et les manifestations du 5 décembre dernier ont été massives pour en demander le retrait avec des taux de grévistes conséquent de l'ordre de 75 % dans l'Éducation Nationale par exemple. Cela fait très longtemps que nous n'avons pas vu un mouvement d'une telle ampleur. Il faut dire que le gouvernement a pourtant tenter de nous faire la leçon : nous n'aurions pas compris cette réforme.

Au contraire, nous avons bien compris où cela nous mènerai. Sous prétexte d'universalité, on nivelle les pensions vers le bas faisant alors la part belle aux assurances privées pour compléter celles-ci. Ce serait ce système dit universel qui accentuera les inégalités en permettant aux seuls riches de bénéficier d'une retraite décente par le biais de capitalisations individuelles.
On ne peut pour autant pas déconnecter ce projet des autres attaques dans la Fonction Publique.

Avec la loi dite de transformation de la Fonction Publique, c'est notre Fonction Publique de carrière que l'on tente de faire disparaître petit-à-petit. Elle met en place la suppression des commissions paritaires (dès janvier 2020 dans l'éducation nationale par exemple) et fondre les comités hygiène sécurité et conditions de travail au sein de commissions techniques. Il s'agit bien de faire reculer les droits des personnels en réduisant drastiquement les possibilités d'intervention des syndicats. Tout sera donc renvoyé à l'individu.e et à sa responsabilité personnelle sans que le cadre collectif puisse être garanti.

Suivant les ministères, ce sont soit des réformes, soit des restructurations qui viennent compléter le tableau qui sont sources de modifications profondes des métiers et missions. Les incidences sur la santé des personnels sont lourdes et font perdre du sens aux métiers.

Les raisons de colère sont multiples. Les personnels l'ont bien compris et continueront à ce mobiliser dans les semaines et mois à venir pour défendre la Fonction Publique et notre système de retraites.

Clermont-Ferrand le 09 décembre 2019
Jean-Marc Llavori,
Secrétaire départemental

SOMMAIRE

Editorial p.1
De la démocratie en France ..... p. 2/3
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES à Pôle Emploi ..... p. 4
La dynamique des retraité·e·s de la FSU ..... p. 4

Directeur de publication : Jean-Marc LLAVORI • CPPAP : 0221 S 07991 ISSN 1249-2043 • Imprimerie GPO, Thorigné-Fouillard
Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la F.S.U.35,conformément à la loi du 08/01/78. Vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la F.S.U. 35 (14, rue Papu - 35000 Rennes)

De la démocratie en France

On s'accorde à reconnaître les menaces qui pèsent sur la démocratie en Hongrie ou en Pologne, au Brésil ou en Russie en fustigeant les "populismes", le retour du nationalisme et du rejet de l'autre. Or, les "grandes" démocraties, "belles et exemplaires" dont la France ne sont pas à l'abri du recul des libertés, d'une évolution autoritariste des gouvernements et la mise à l'écart condescendante du peuple du jeu politique. Nombre de travaux et de réflexions en font état.

Par delà la lutte des classes un compromis s'était établi depuis 1945 entre les forces sociales autour de la construction du système de protection sociale organisée par un Etat stratège. Celui-ci planifie et garantit la croissance économique, gage de profits pour les entreprises et la bourgeoisie et assurance d'augmentation du pouvoir d'achat et d'intégration dans la société de consommation pour les classes populaires (on a parlé de « modèle fordien » ou « Etat-providence »). La honte des classes dominantes coupables de complicité avec le régime de Vichy, la "menace" du modèle soviétique ont durant les trente glorieuses assuré la pérennité du compromis et permis aux représentants de la classe ouvrière d'assumer une part de la gestion paritaire du modèle (même si au travers de conflits parfois très durs : 1947, 1953, 1968).

Mais depuis Sarkozy (2007-2012), les gouvernements français ont intériorisé le discours libéral et cassé le compromis de 1945 après la Grande-Bretagne de Thatcher et l'Allemagne de Schroeder. Denis Kessler l'annonce en 2007 : *« La liste des réformes {à faire} ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception : la liste est là.* ***Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! »***. Il faut dès lors avancer à marche forcée et de façon "décomplexée" vers une société pleinement libérale : mondialisation marchande et financière, déréglementation du travail et individualisation des rapports sociaux, recul de la fiscalité des plus riches, réduction des protections sociales et déprise des services publics.

Un tel programme, évidemment, suscite des résistances sociales. Désormais elles sont ignorées et balayées, il n'est plus question de "dialogue social" avec les représentants des salariés. Finis la "concertation" et le paritarisme, aux oubliettes la démocratie sociale, même la CFDT, syndicat du compromis est méprisée. Mais la mise à l'écart des corps intermédiaires ne suffit pas à faire taire la contestation. L'offensive des classes dominantes passe par plusieurs éléments stratégiques.
D'abord construire méthodiquement un discours dominant en apparence rationnel, fondé sur le fameux TINA (« There Is No Alternative » de M. Thatcher) : impératif de l'austérité et de réduction des services publics, culpabilisation des populations, notamment les fonctionnaires (trop exigeants, trop peu efficients et productifs, corporatistes…). L'imposition de ce discours passe par le contrôle des médias (**Serge Halimi,** *Les Nouveaux Chiens de garde,* Paris, Liber-Raisons d'agir, 1997, réédit. 2005), la mise en place d'un "journalisme de révérence et de connivence" appuyé sur un groupe choisi d'éditorialistes, promoteurs de l'information-marchandise, prescripteurs de la "bonne pensée" (**Pierre Bourdieu,** *Sur la télévision,* Paris, Liber-Raisons d'agir, 1996) et sur la concentration de la presse dans les mains de quelques entreprises et grands patrons (Dassault, Lagardère, Bouygues, Bolloré, Arnault, Pigasse…).
Il s'agit donc de persuader ceux-là mêmes qui sont les victimes de l'économie libérale qu'ils sont responsables de la crise sociale ("on dépense trop") et que l'austérité est déployée pour leur propre bien-être. Le tout avec la complicité passive ou active des dirigeants de la gauche sociale-démocrate, convertis au libéralisme et confondant liberté économique et libéralisme sociétal et culturel (sur la trahison de l'idéal socialiste : **Jean-Claude Michéa,** *Notre ennemi, le capital,* coll. « Climats », Flammarion, 2016). L'abandon par la gauche "de gouvernement" de la défense des intérêts des classes populaires a désespéré ces dernières, déjà déstructurées par les transformations économiques (désindustrialisation, chômage, travail en miettes, horizons bouchés). Cela a aussi contribué à décrédibiliser du même coup la gauche radicale, alliée obligée et supplétive des gouvernements socialistes (Jospin, Hollande), perçue comme leur complice ou incapable de les infléchir (cf l'échec des "Frondeurs"), donc non crédible.

D'un côté donc l'oubli ou l'ignorance des préoccupations matérielles, triviales, des classes populaires au profit d'une idéologie du progrès, de l'économie de la connaissance, de l'ouverture et de la mondialisation à l'adresse des classes moyennes supérieures cultivées. **De l'autre la perte d'une vision globalisante de la société** après la fin de la référence au marxisme et le découpage technocratique des questions (emploi, compétitivité, social, écologie…) sans perception ni approche du cadre général, ni philosophie de l'avenir à construire (**Philippe Corcuff,** *La Gauche est-elle en état de mort cérébrale ?*, coll. Petite Encyclopédie Critique, Textuel, 2012).

La gauche peut aussi être accusée de sacraliser les institutions représentatives. Or, selon **Jacques Rancière** (*La Haine de la Démocratie,* La Fabrique, 2005), ces institutions ne sont pas démocratiques, elles sont représentatives, donc oligarchiques ; elles sont l'expression directe de l'oligarchie économique, des forces sociales conservatrices et des institutions régaliennes (armée, police, justice). D'autant plus dans la V° République conçue de façon autoritaire et monarchique où la vie parlementaire est entièrement intégrée à un appareil d'État lui-même soumis au pouvoir du capitalisme national et international. La gauche "lucide" a intégré l'idée d'une démocratie libérale et raisonnable à défendre contre le populisme, expression des instincts incontrôlés de la masse ignorante (cf les réactions lors du référendum sur l'Europe en 2005, ou plus récemment Hillary Clinton).

Les gouvernements libéraux, imbus d'expertise et d'efficience n'ont de cesse de briser l'Etat social – un "mirage" selon F. Hayek, inspirateur de Pinochet et Thatcher, et ainsi substituer les rapports de force aux rapports de droit dans les relations de travail et dans l'entreprise, sur la base d'un management de la peur (**Alain Supiot,** *Le Travail n'est pas une Marchandise,* éd. du Collège de France, 2019). Alors que la déclaration de Philadelphie en mai 1944 définissait le travail comme une activité où chacun ait "*la satisfaction de donner toute la mesure de son habileté et de ses connaissances afin de contribuer le mieux au bien-être commun*", aujourd'hui la concurrence au plus bas prix et la globalisation entraînent l'abaissement ou la suppression des normes sociales (loi El Khomri, décrets Pénicaud), condamnent toute possibilité de travail décent et renvoient les salariés à un rapport individualisé fait d'impuissance avec l'entreprise.

Délaissés et désespérés par la gauche, travaillés à droite par l'idéologie du "chacun pour soi" et du "ras le bol fiscal", renvoyés à la confrontation avec plus défavorisés qu'eux (immigrés, chômeurs "assistés"), les électeurs ouvriers ont été poussés à l'abstention et au vote d'extrême droite en se rangeant paradoxalement aux intérêts et aux préoccupations des riches (**Thomas Frank,** *Pourquoi les Pauvres votent à Droite ?,* coll. Éléments, Agone, 2013 et *Pourquoi les Riches votent à Gauche,* même éditeur, 2018). *"La rage sourde engendrée par l'injustice sociale fait resurgir partout le césarisme politique"* explique Alain Supiot. Aujourd'hui les institutions démocratiques n'apparaissent plus évidentes à tous pour assurer stabilité et sécurité, justice sociale et sauvegarde de la planète. Ainsi 43 % des Français pensent que la démocratie fonctionne mal et 63 % qu'elle pourrait être remise en cause (Viavoice déc. 2017), ce qui justifie peut-être que 59 % d'entre eux seraient tentés par un gouvernement d'experts non élus pour accomplir des réformes nécessaires (?) et impopulaires (!), 41 % sont favorables à l'idée d'un gouvernement autoritaire – et plus encore parmi les classes populaires et les plus jeunes (IFOP octobre 2018). On voit là le signe de la déréliction des institutions représentatives et la trace de l'épuisement démocratique (dixit l'historien Quentin Deluermoz).

Confrontés aux difficultés sociales et au désenchantement démocratique, les gouvernements libéraux (Sarkozy, Valls, Macron), détournent de façon purement démagogique l'opinion vers la question migratoire et l'insécurité, organisent débats suspicieux et polémiques honteuses sur ces thèmes, durcissent les règles d'accueil des migrants (réfugiés comme migrants économiques) et donnent des instructions toujours plus sévères aux préfets (y compris à l'encontre de personnes longuement établies et intégrées). Face à la contestation sociale, ces mêmes gouvernements jouent de la menace terroriste pour porter atteinte aux libertés civiques et s'exempter des principes élémentaires du droit (**François Sureau,** *Sans la Liberté,* Tracts/Gallimard, 2019). Dès lors, c'est le ministre de l'Intérieur qui fait la loi, impose des normes proches de l'état d'urgence qui a pourtant démontré qu'il ne sert à rien : on travaille à diminuer les libertés des citoyens plutôt que rendre la police plus efficace. Là encore, on flatte l'individualisme par l'abandon du projet collectif de liberté, chacun s'accommode du contrôle policier généralisé et des dispositifs sécuritaires du moment qu'ils n'ont pas d'impact immédiat sur la vie quotidienne (F. Sureau). Par extension, les mesures de restrictions s'appliquent au mouvement social, la répression et la brutalité policières, les peines judiciaires abusives provoquent la peur de manifester, les menaces de syndicats policiers à l'encontre de journalistes, d'avocats et même de magistrats visent à empêcher toute enquête. **Un mélange de libéralisme économique et de contrôle policier s'instaure peu à peu** (F. Sureau).

La démocratie est donc menacée par les deux côtés : une partie des classes populaires, désenchantée par l'impuissance du politique, l'inutilité du vote, la trahison de la gauche de gouvernement, face à la toute puissance des marchés financiers, se laisse aller à la tentation autoritaire et à l'idéal (?) d'un gouvernement d'experts impartiaux et a-politiques, tandis que la droite libérale face aux contestations sociales dérive vers une gouvernance liberticide au service des seules classes dominantes et de leurs intérêts économiques.

Pour autant on ne doit pas désespérer, le mouvement des gilets jaunes, parti d'une contestation anti-fiscale et une confrontation directe avec le président-Jupiter a su comprendre l'importance et la nécessité du bien commun et d'une société plus solidaire et parle à présent de "convergence des luttes". L'Histoire n'est ni écrite à l'avance, ni déterminée. « *Penser l'avenir, c'est se donner la possibilité de croire que les choses qu'on craint peuvent encore être combattues. Si on ne s'empare pas de ce qui vient, on est encore plus désemparé* » (**Claire Judde de Larivière,** historienne, co-organisatrice du festival « L'Histoire à Venir » à Toulouse, mai 2017). Le mouvement actuel pour la sauvegarde du système de retraites par répartition, et cri de colère contre les conséquences délétères des politiques libérales est là pour le démontrer et nous encourager tous au combat social et à la création de véritables institutions démocratiques. "*Et il est clair que, dans la situation actuelle, elles ne peuvent l'être que comme des contre-institutions, autonomes par rapport aux institutions gouvernementales*" (J . Rancière).

Patrick Tarroux

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES à Pôle Emploi

Les élections professionnelles viennent de s'achever à Pôle Emploi. Il s'agissait des 4e élections professionnelles à Pôle Emploi depuis la fusion ANPE-Assedic. Les 1ères élections, fin 2009, avaient vu le SNU Pôle Emploi sortir vainqueur de ce 1er rendez-vous, au national et en Bretagne, au grand mécontentement de la Direction Générale mais aussi des organisations syndicales (OS) CFDT et FO issues de l'ex-Assedic. Dès lors, en s'appuyant sur ces OS, en particulier la CFDT, la Direction Générale a tout fait pour amoindrir l'influence du SNU Pôle Emploi, seule OS d'opposition et de contre-propositions de nature à semer le doute dans l'esprit d'un nombre important d'agent-es. Ainsi dès 2012, en remaniant les collèges électoraux, en mobilisant fortement le vote des cadres (collège 3) et d'une partie des agent-es de maîtrise et technicien-nes (collège 2), la Direction réussit à faire passer le SNU Pôle Emploi à la 3e place au niveau national, juste derrière FO, la CFDT gagnant la 1ère place.

En Bretagne, le SNU Pôle Emploi garde la place de 1ère OS depuis 2009.

Cette fois, nous nous sommes largement éloigné de la CFDT qui nous talonnait en 2016. Il faut croire que signer tous les accords qui se présentent parfois contre l'avis de sa base (quitte à les critiquer ensuite, schizophrénie quand tu nous tiens), a fini par agacer les sympathisants CFDT mais aussi une partie de ses adhérents-tes.

Le SNU Pôle Emploi obtient donc, une fois de plus, la place de 1ère OS à Pôle Emploi Bretagne avec 37,79 % de représentativité devant la CFDT 29,29 %, la CGT 19,06 % et la CGC 13,86 % dont la représentativité n'est calculée que sur 2 collèges (2 et 3) en tant que syndicat « catégoriel », autre exemple des basses manœuvres qui peuvent parfois unir une OS et un employeur car la CGC a bel et bien des syndiqués-es chez les employés-es (collège 1).

Il est à noter que c'est la 1ère fois que la CGC est représentative à Pôle Emploi Bretagne profitant du recul de la CFDT jugée peut-être moins fiable par la Direction en raison de tensions internes. En effet, la Direction Régionale de Pôle Emploi Bretagne ne se gène pas pour donner, de façon à peine déguisée, des consignes de vote lors des séminaires qu'elle organise, en particulier avec l'encadrement.

À notre victoire en Bretagne est venue s'ajouter une autre belle victoire au niveau national avec un SNU Pôle Emploi qui a repris la 2e place à la barbe de FO et au grand dam de la Direction Générale qui travaille d'arrache-pied à « retourner FO » en voyant se profiler un accord des OS dites non réformistes prendre le pouvoir au sein du futur CSEC (Comité Social et Économique Central), instance nationale des CSE régionaux.

Hélas, il semblerait que la Direction Générale soit partie pour gagner son pari de la division syndicale y compris avec la CGT. Durant cette campagne électorale Bretonne, nous avons été particulièrement visés par le dénigrement et les calomnies de la CGT. Nous avons maintenu notre principe de ne pas répondre à ces basses attaques et de parler plutôt de nos actions, de présenter le bilan de notre travail de ces 3 dernières années et nos propositions et engagements pour les 4 prochaines.

Nous avons parié sur l'intelligence de nos collègues et leur reconnaissance de notre travail sur le terrain et dans les instances représentatives du personnel.

Pari Gagnant !

Lors du CSE d'installation, la CGT a refusé de s'associer au SNU pour travailler au sein du bureau (secrétariat, secrétariat adjoint, trésorerie, trésorerie adjointe) malgré plusieurs sollicitations.

A présent, il va nous falloir travailler encore beaucoup pour installer le CSE sans laisser la Direction en faire une chambre d'enregistrement à sa botte. Pour ce faire nous aurons beaucoup moins de forces vives puisque nous passons en Bretagne de 70 élus-es à 44 avec des suppléants-es sans moyens et qui ne peuvent siéger qu'en l'absence du ou de la titulaire ce qui n'était pas le cas avant au sein des DP, CHSCT et CE fondus dans le CSE.

Le patronat en rêvait, Macron l'a fait !

Tout cela dans un contexte de décret d'assurance chômage qui va exclure un grand nombre de personnes de l'indemnisation et accroître la précarité d'une bonne partie des demandeurs et demandeuses d'emploi indemnisés-es. La politique de Pôle Emploi, via son plan stratégique 2019-2022, sera orientée vers la mise en emploi à tout prix en imposant les conditions dictées par l'entreprise et en accentuant encore la diminution des possibilités de choisir son devenir professionnel pour les DE.

Plus que jamais, à Pôle Emploi comme dans les autres secteurs professionnels, nous sommes confrontés à une vision et un projet de société sous l'égide d'un ultra-libéralisme débridé au détriment des salariés-es du privé et du public et des usagers-ères des services publics.

Plus que jamais, nous avons un devoir de résistance en tant que syndicalistes porteuses et porteurs de valeurs de solidarité et d'équité !

Yannick Jeusset

La dynamique des retraité·e·s de la FSU

Le 17 novembre dernier la Section Fédérale des Retraité·e·s de la FSU35 (la SFR35) s'est réunis pour se donner un nouvel élan et souhaite souhaite que plus de syndicats de la FSU y soit représentés. La SFR35 désire renforcer les liens entre actives, actifs et retraité·e·s. Pour faciliter cela, le CDFD a un rôle à jouer en continuant à développer des thématiques transversales qui nous rappellent combien on a tant à partager.

C'est avec cette envie que nous sommes sortis de cette réunion avec la conviction qu'il fallait faire une assemblée générale (AG) des retraité·e·s FSU au plus vite. Cette **AG est programmée le lundi 27 janvier 2020 à 14h dans les locaux de la FSU à Rennes** (14 rue Papu). Il y sera question de la place des retraité·e·s dans l'action syndicale en générale ainsi que leurs revendications. **Retraité·e·s de la FSU vous y êtes tou·te·s invité·e·s !**

Jean-Marc Llavori